



Payez votre abonnement,
respectivement prolongez,
maintenant.

AZB / P.P. 3001 Bern

L'IDEE

Jeunes UDC Romands

www.zeitungidee.ch

3/2014

Abo Fr. 35.-

EDITORIAL

De l'importance du drapeau national



Par Niels Rosselet-Christ
Président Jeunes UDC Neuchâtel
Rédacteur en Chef de „L'Idée“

La croix blanche sur fond rouge, aujourd'hui symbole de ce que les milieux marketing appellent „la suissitude“, est présente sur de nombreux t-shirts, produits dérivés, marques de montres ou de couteaux, etc.

Mais avant d'être un argument de vente, un sigle de qualité et de précision „typiquement suisse“, la croix blanche sur fond rouge est avant tout le drapeau de notre pays, la Suisse.

Fabian Molina, président des Jeunes Socialistes Suisses, a proposé fin juillet de boycotter le drapeau suisse pour „contrer la montée des nationalismes“... proposition pour le moins stupide et ridicule ! A-t-on perdu le sens de l'importance d'un drapeau pour une communauté, pour un pays ? A l'instar d'un hymne, le drapeau est symbole de ralliement ; un regroupement autour d'un drapeau, c'est un regroupement autour de ce qu'il incarne : des valeurs, des principes et la volonté d'un peuple.

Pour comprendre notre drapeau, un petit peu d'histoire :

En 1339, à l'occasion de la bataille de Laupen, les troupes des cantons confédérés constatèrent le besoin, par soucis d'unité et d'identité visuelle, de disposer d'un symbole de ralliement commun (chaque canton ayant son uniforme, son drapeau, ses armoiries, etc.). Ils optèrent donc pour une croix blanche étroite cousue sur la poitrine et les manches de l'uniforme.

La croix symbolise le Christ ; la couleur blanche la pureté de son message. La croix suisse a alors une forte connotation chrétienne.

Ce n'est que plus tard que la couleur rouge vint se greffer et servir de fond pour le drapeau ; déjà présente sur plusieurs drapeaux de cantons confédérés, la couleur rouge symbolise à la fois le sang du Christ, versé pour nos péchés, et le sang des confédérés, versé au combat pour la liberté. Le rouge est une couleur forte, vive qui a longtemps été utilisée et l'est encore aujourd'hui sur des étendards et des drapeaux de toute sorte.

C'est le Général Dufour qui lança pour la première fois l'idée d'un drapeau national de guerre (la croix n'étant jusqu'ici qu'un symbole commun au milieu d'autres emblèmes cantonaux), invoquant une meilleure unité des troupes sous une bannière commune. Les cantons s'opposèrent cependant au renoncement de leurs armoiries ancestrales.

En 1840, la Diète fédérale ordonne le nouveau drapeau rouge à croix blanche comme drapeau de guerre, qui fut utilisé par la suite par le Général Dufour lorsqu'il mena les troupes confédérées face aux révolutionnaires lors de la guerre civile du Sonderbund en 1847. Finalement, la Confédération et le nouveau régime sont proclamés en 1848 ; le drapeau de guerre rouge à croix blanche devient officiellement le drapeau national, symbole de l'unité de tous les cantons sous une seule bannière, un seul pays.

Le drapeau suisse est donc le symbole de la solidarité et de l'unité pour la liberté et l'indépendance. Sa spécificité qui est celle d'être l'un des deux seuls drapeaux nationaux carré au monde (avec celui du Vatican), vestige des drapeaux de guerre des cantons confédérés (également carrés) en fait également un symbole de résistance ; la résistance face aux pressions étrangères sur nos libertés, la résistance face aux idéologies contraires aux valeurs de justice qu'on toujours défendus nos ancêtres.

Le drapeau suisse, c'est aussi un drapeau d'harmonie, symbole des beautés de la patrie et de l'accomplissement des peuples qui la composent qui se sont battus pour leur droit à l'autodétermination. Enfin, le drapeau symbolise le sacrifice du Christ sur la croix, son sang versé pour nos péchés à tous.

Soyons donc fiers de notre drapeau. Soyons fiers de ce qu'il représente, des valeurs d'amour et de liberté qu'il porte avec lui flottant dans le vent.

Arborons fièrement les couleurs de la Confédération, et pas seulement lors du 1er août ; à nos fenêtres, dans nos jardins, sur le toit de nos maisons et de nos écoles, sur le sommet de nos montagnes et même sur nos vêtements, que nos couleurs flottent au vent et se dressent avec panache aux yeux de tous !

Car si chacun et chacune d'entre nous laisse parler en son cœur ces valeurs que défend notre drapeau, ces valeurs qui font notre patrie, alors chacun comprendra l'importance de s'unir sous ce dernier et sera fier de le porter.

N'hésitez d'ailleurs pas à rejoindre la Page Facebook pour l'action „Hissons nos couleurs !“ intitulée : „Arborons fièrement le drapeau suisse“.



Le drapeau suisse, symbole de l'unité de la Confédération depuis 1848.



Une nouvelle patinoire qui jette un froid



Par Anthony Marchand
Président Jeunes UDC Fribourg

Chaque fan de hockey fribourgeois qui se respecte est un grand supporter de Fribourg Gottéron, une équipe qui rayonne en ligue nationale A depuis plusieurs décennies. La patinoire est, en revanche, moins brillante que

son équipe. Construite en 1982, la patinoire Saint-Léonard - aujourd'hui BCF Arena - comprend de nombreuses lacunes de sécurité, des vestiaires désuets et des accès compliqués. Sans oublier des places qui manquent, rendant la patinoire bondée lors de la phase des play-off et obligeant les fans à faire la queue des heures durant pour obtenir un des 3000 précieux tickets pour aller voir leur équipe favorite. La Ville de Fribourg a donc décidé d'investir dans une nouvelle patinoire construite à côté de l'actuel emplacement. Mais ce nouveau projet a de quoi faire grincer des dents. Actuellement pourvue de 6800 places, la patinoire de Fribourg rivalise difficilement avec le Hallenstadion de Zürich et ses 13'000 places ou encore la Postfinance Arena à Berne avec plus de 17'000 places. Le projet de nouvelle patinoire, devisé à 100 millions de francs n'apporterait que 8'500 places, soit à peine 1'700 de plus que l'actuelle. Les deux tiers seraient assis, entraînant ainsi une perte d'espace et des billets qui seront

évidemment plus chers. Les places debout que la grande majorité des supporters demandent et pour lesquelles ils font la queue lors des play-off diminueraient à 2'800. Une conséquence tout à fait déplorable étant donné que l'ambiance émane principalement des places debout justement.

Et ce, alors que le communiqué de presse de la ville se vante d'une « capacité d'accueil fortement augmentée ». Ne faut-il pas profiter d'un nouveau projet pour voir plus grand au lieu de devoir réinvestir des dizaines de millions dans 10 ans, car la capacité maximale sera déjà aisément atteinte ? Or, pour jouer un titre de champion de Suisse, il faut se donner les moyens nécessaires ! Plus grave encore, la nouvelle patinoire sera construite sur l'emplacement de la seconde piste de glace, inaugurée il y a tout juste 5 ans et qui a coûté 10 millions aux contribuables de la Ville de Fribourg. Alors que la Ville de Fribourg doit lutter avec les chiffres rouges et un déficit de 5 millions de francs en 2013, peut-elle dès lors se permettre de se précipiter dans un tel projet sans réfléchir à l'aspect pratique et financier ? Le projet de nouvelle patinoire que la ville a adopté est irrespectueux pour les contribuables de la capitale cantonale et pour les supporters du HC Fribourg-Gottéron. Ceci d'autant plus que la ville a choisi un partenaire privé établi hors du canton pour confier la construction du nouveau complexe, au lieu de privilégier une firme fribourgeoise fiable qui aurait massivement impliqué les entreprises de construction régionales. Il est indéniable que notre équipe de hockey doit évoluer dans une patinoire flambante neuve, mais les choix et méthodes de la Ville de Fribourg n'ont pas de quoi briser la glace.

EN BREF

Les ampoules du moment !

Nous avons décidé de lancer un nouveau concept dans notre journal ; désormais, nous décernerons pour chaque édition une Ampoule d'Or équivalente à une „médaille d'or“ à une personnalité publique pour son action pour le bien de la Suisse et une Ampoule Rouge équivalente à un „carton rouge“ au football à une personnalité publique pour son action nuisible aux intérêts du pays.

L'ampoule symbolise les idées et représente également le logo de notre journal.

Pour l'édition de septembre, nous décernons
l'Ampoule d'Or à...



Patrick Siron, policier neuchâtelois qui a osé dénoncer les non-dits de la police neuchâteloise en matière de criminalité étrangère et qui est aujourd'hui sous enquête pour ses propos sur Facebook faisant l'amalgame entre le nouveau centre de requérants d'asile et la hausse des vols à l'étalage dans la région de Marin-Epagnier (NE).



Pour l'édition de septembre, nous décernons
l'Ampoule Rouge à...



Fabian Molina, président des Jeunes Socialistes Suisses, pour son appel au boycott du drapeau suisse lors de la Fête nationale (appel qui a fait un gros flop par ailleurs, même au sein des JSS).





„Afin de renouer Confiance et Avenir“ Merci Yvan !



Par Niels Rosselet-Christ
Président Jeunes UDC Neuchâtel
Rédacteur en Chef de „L’Idée“

Septembre 2007. J’avais tout juste 18 ans et mon intérêt pour l’actualité et la vie politique avaient suscité en moi un sentiment négatif à l’encontre du système et de ses institutions, qui ne me laissaient qu’entrevoir, entre chômage, manque de considération politique ou perte des valeurs et des repères, un avenir

plutôt sombre pour les jeunes de ce pays.

Alors sans parti, cherchant la sensibilité politique qui me sérait le plus, je me suis rendu à une rencontre avec les candidats UDC aux élections fédérales à Boveresse (NE). Le temps des questions arrivant, j’ai pris la parole, exposant mes inquiétudes et interrogations posément, usant d’une forte rhétorique pour appuyer mes propos.

Je ne pensais pas obtenir une réponse satisfaisante, m’attendant déjà à un baragouinage politique habituel. Pourtant, lorsque ce monsieur, que j’avais entrevu dans les journaux, qu’on appelait Yvan Perrin a pris la parole, j’ai été impressionné ; impressionné par son ton de voix posé, son attitude imperturbable, par l’assurance et la cohérence de ses propos.

En fin de meeting, il s’est approché de moi, m’a donné un exemplaire de la plateforme politique de l’UDC avec cette dédicace qui pour moi résonna comme un coup de tonnerre : „afin de renouer confiance et avenir“.

Nous avons discuté un moment. Cette rencontre m’a alors redonné confiance ; confiance en nos institution, en notre système, en notre pays. Je me suis dit : „si un homme aussi déterminé que lui y croit, alors je le peux aussi“.

J’ai donc signé mon bulletin d’adhésion au parti. Deux ans plus tard naissait la section Jeunes UDC Neuchâtel, pour laquelle je me suis directement investi, alors comme membre de l’organe de contrôle. A nouveau, Yvan Perrin a joué un très grand rôle, que cela soit dans l’organisation, le „coaching“ ou la mise en confiance de ses membres.

Toujours présent pour les jeunes, en qui il a toujours cru, considérant pleinement le fait qu’ils sont l’avenir de la Suisse, jamais son soutien n’a

failli. Manifestations, rencontre avec de nouveaux membres jeunes, anniversaires de sections, il a toujours répondu présent.

Ce n’est pas sans une grande tristesse que j’ai appris sa démission du Conseil d’Etat et sa rechute au niveau santé. Même si les raisons profondes et personnelles de cette descente aux Enfers qu’il traverse aujourd’hui resteront sans doute un mystère pour moi, je peux concevoir qu’un homme à la fois aussi droit et déterminé mais aussi sensible et soucieux du détail que lui puisse se retrouver submergé par la tâche considérable qu’il s’est imposée, la grande confiance qu’il inspire aux gens et la mission que le Peuple lui a confié.

Je remercie donc personnellement M. Yvan Perrin pour tout le travail qu’il a accompli jusqu’à présent, à la fois pour les jeunes, pour son parti, pour son canton et pour son pays. Je le remercie aussi pour le politicien modèle qu’il a toujours été et pour la confiance qu’il a su inspirer.

Je renouvelle également tout mon soutien et mes prières pour qu’il puisse se relever et à nouveau faire face, comme il l’a toujours si bien fait, avec confiance et détermination au grand défi de la vie.

En te souhaitant de renouer Confiance et Avenir. Merci Yvan, et courage !



Yvan Perrin, lorsqu’il était Conseiller national
Photo : © parlement.ch



Billag : STOP !

Signez l’initiative "no billag" pour l’abrogation de la redevance TV et radio !

www.nobillag.ch



De la dignité du citoyen



Par Kevin Grangier
Secrétaire Général UDC Vaud

Quand un Etat permet à sa population de s'exprimer politiquement dans le cadre de votations, il permet un acte digne qui rend honneur à chacun de ses citoyens. Nos ancêtres ont estimé que les Suisses étaient suffisamment aptes et intelligents pour co-décider de l'existence commune dans notre

pays grâce au droit de vote. Ce droit est contraignant pour les élites politiques, c'est pourquoi il est combattu. Jusqu'au XIXe siècle, le pouvoir était le privilège des nobles et des seigneurs. Il est devenu celui des femmes et des hommes de notre pays et il est en passe de devenir celui des fonctionnaires et des bureaucrates étrangers.

Depuis 20 ans, deux visions du monde divisent la Suisse. La première est bien connue, c'est celle que l'UDC défend ; la Suisse est un pays libre et indépendant. Elle confie son destin aux mains de ses citoyens qui, quatre fois par an, se rendent aux urnes pour définir les grandes orientations poli-

tiques. La seconde vision a été introduite il y a une vingtaine d'années, c'est celle que tous les autres partis défendent ; la Suisse est un pays soumis. Elle doit confier son destin aux mains de fonctionnaires étrangers qui, à chaque occasion, nous rappellent qu'ils agissent en véritables petits seigneurs féodaux qui assujettissent les populations qu'ils administrent.

De tous les enjeux politiques, la question des droits populaires est la plus importante, car elle détermine qui décide de l'orientation à donner au destin de la Suisse. Sans les droits populaires, les citoyens d'un Etat sont réduits à être des administrés dont l'unique fonction sert à permettre la viabilité de l'Etat par le paiement d'impôts. Le citoyen – homme libre qui jouit de sa dignité d'être humain – devient le rouage d'un système qui lui taxe le fruit de son labeur sans lui permettre un droit à la parole.

La Suisse jouit d'une image positive dans le monde car ses ministres se promènent dans la rue comme n'importe quel autre citoyen. Cette particularité a construit l'image d'un pays qui refusait l'élitisme. Ne nous y trompons pas, les politiciens suisses ne sont pas plus altruistes que les autres et si notre pays n'était pas un Etat fédéral dans lequel les citoyens possèdent des droits populaires, il y a fort à parier que nos ministres seraient aussi inaccessibles que ne l'est le président de la République française. Certains d'entre-eux semblent même cultiver une certaine frustration à cet égard. En effet, le retour de Bruxelles ou de Paris semble difficile aux politiciens à qui on a servi du « monsieur le président, madame la députée » en leur

proposant un petit four dans un salon feutré. Ce salon feutré bruxellois a comme un « petit goût de reviens-y ». Depuis, la majorité de nos politiciens se verraient bien plus souvent à déguster un petit four dans une ambiance pompeuse plutôt que de devoir rendre des comptes à des citoyens soucieux de leur sort.

«Quelle contrainte ces citoyens qui votent !»

La vie de politicien suisse est donc bien moins confortable que celle de politicien européen. Tout d'abord, c'est moins bien payé. Ensuite, il faut sans cesse battre le pavé pour expliquer les enjeux des votations au peuple. Enfin, quand le peuple s'exprime, il faut appliquer la volonté populaire. Tout ceci est bien contraignant. En Europe, tout est plus simple car les politiciens sont bien mieux payés et il n'y a jamais de votation, donc jamais besoin d'aller expliquer quoi que ce soit. Et comme il n'y a jamais de votation, il n'y a jamais besoin d'appliquer ce qui ne nous convient pas.

Le citoyen européen n'est donc – et depuis longtemps – plus un citoyen. Il n'est qu'un administré. Sa tâche principale est de travailler, de payer des impôts et de se taire. Son ancêtre était assujéti à la couronne de France ou d'Angleterre, lui est administré par la Commission européenne. La condition du citoyen européen n'a donc guère évolué depuis le Moyen Âge. Sa dignité est bafouée et méprisée.

Le citoyen suisse, lui, reste un citoyen à part entière. Il travaille, il paye des impôts mais – contrairement à son voisin soumis – il peut décider de l'affectation des impôts, et des objectifs que les pouvoirs publics doivent atteindre.

Toutefois, sa dignité est menacée. Le 24 juillet 2014, le président de la Confédération annonçait publiquement la tenue d'un vote en 2016 qui placera la Suisse, en cas d'acceptation, sous la juridiction des juges européens. Ainsi, toutes les décisions populaires qui auraient le tort de déplaire aux « baillis » européens, seraient purement et simplement invalidées par une cour de justice européenne. La vraie question sera donc bien de répondre si nous – les citoyens suisses – voulons continuer à être respectés ou si nous acceptons d'être méprisés.



Programme de législature neuchâteloise : la sécurité oubliée !



Par Lucas Fatton
Vice-Président Jeunes UDC Neuchâtel
Député suppléant au Grand Conseil

Durant le mois de mai, le gouvernement neuchâtelois a présenté au Grand Conseil son programme de législature. Ce dernier comprend les principaux projets gouvernementaux mais aussi un état des lieux de la situation cantonale tant au niveau des atouts du canton qu'au niveau de ses faiblesses. Le Conseil d'Etat a également exposé sa vision stratégique découpée en 5 axes et présenté ses mesures phares pour remédier aux souffrances d'un canton blessé. En lisant ce document de 56 pages, je constate que des propositions crédibles ont été présentées aux députés et que le contenu est tout à fait acceptable. Il n'y a donc aucune raison objective de ne pas faire confiance au Conseil d'Etat à majorité socialiste. Seulement voilà... La sécurité a totalement été ignorée dans ce programme. Ceci est grave à mes yeux car il n'y a pas plus important que l'intégrité physique des gens.

La sécurité, ou plutôt l'insécurité, est une problématique à résoudre en priorité à Neuchâtel. Elle représente la principale menace pour les Neuchâteloises et Neuchâtelois. Par exemple, les cambriolages se produisent désormais régulièrement, plusieurs fois par jour. Les plus nombreux d'entre-eux ont lieu à quelques kilomètres de la frontière ou à proximité des centres pour requérants d'asile. « Comme par hasard ! », disais-je au Grand Conseil lors de mon intervention à ce sujet. En effet, la classe politique est toujours restée sourde face aux propositions de l'UDC en matière d'asile ou de

contrôles aux frontières. Il ne faut donc pas s'étonner des conséquences désastreuses sur le patrimoine des citoyens. Et ce qui est dramatique, c'est que les cambrioleurs peuvent souvent exercer leur passe-temps préféré sans être inquiétés.

Mais il n'y a pas que les cambriolages ; les infractions au code pénal et surtout les cas de violence augmentent année après année. Ceci est la réalité du terrain et il s'agit de l'observation de beaucoup de citoyens. Ceux-ci osent de moins en moins sortir le soir, ce qui pose un énorme problème de cadre de vie. Et que dire des trafics de drogue ? Les dealers ont désormais marqué leur territoire dans le canton et ne jugent même plus utile d'être discrets. Ils interpellent tous les passants, comme par exemple à la Rue des Chavannes à Neuchâtel. Est-ce de cette manière que nous voulons protéger la jeunesse ? Quant à moi, je n'ai pas besoin de vous donner ma réponse à cette question.

Compte tenu de ces éléments, il est urgent de redonner davantage de moyens à nos forces de l'ordre. Ces dernières sont clairement en sous-effectif et je pense qu'elles sont en manque de soutien de la part de tous. Au niveau sécuritaire, nos autorités préfèrent harceler la population avec de nombreux radars plutôt que d'augmenter l'effectif des agents de police. Cela est effectivement bien plus rentable pour l'Etat. En revanche, pour celui qui pense au peuple, il s'agit d'un véritable scandale.

Pour conclure, écoutons nos concitoyens et surtout l'appel au secours des policiers qui sont aujourd'hui débordés et qui ont une fonction devenue très ardue et parfois dangereuse. Quant à mes collègues députés UDC et moi-même, nous serons actifs au Grand Conseil afin de lutter contre cette insécurité cantonale qui fait encore et toujours beaucoup trop de victimes.



TOUS DANS LA MÊME MARMITE ?



NON
À LA CAISSE UNIQUE







L'hexagone devrait arrondir ses angles



Par Anthony Marchand
Président Jeunes UDC Fribourg

Sommes-nous, suisses, des montagnards lents et ennuyeux comme se l'imaginent les clichés de nombre de nos voisins européens ? Nous savons bien évidemment que nous avons la chance de vivre au sein d'un pays moderne,

innovateur et compétitif. Mais cette image de la Suisse ne semble malheureusement pas à la portée de tous nos voisins, dont la France. Le premier d'entre eux restera certainement l'ex-président Nicolas Sarkozy qui fut chaleureusement invité (ou plutôt onéreusement payé) à un forum économique à Interlaken en mai dernier. Monsieur l'ex-président s'est dès lors permis de critiquer le système politique helvétique, ne pouvant comprendre comment un pays pouvait fonctionner avec un président changeant chaque année, diantre ! Un autre ex-président, aux racines de Kandersteg, qui n'est autre que notre Adolf Ogi national a pris l'initiative - et à juste titre - de remettre en place celui qui était initialement „invité“. Bien qu'outré par cette fâcheuse intervention de Nicolas Sarkozy, je m'étais dit que cela devait être un cas isolé... Erreur ! Quelle surprise m'attendait sur internet en parcourant les commentaires des internautes français. J'ai retrouvé de petites perles telles que „les petits suisses n'aiment pas recevoir de leçon“, „sont imbus de leur personnalité“ ou encore „devraient écouter Nicolas Sarkozy qui a oeuvré pour le bien de la France“. Miséricorde ! Il semblerait qu'une petite mise à niveau soit nécessaire.

Si nous devons prendre exemple sur les français, cela signifierait qu'ils possèdent des qualités exceptionnelles reconnues internationalement. Pourtant, après maintes recherches, je ne trouve guère classement ou index établi en 2013 en leur faveur. Selon l'indice de développement humain des Nations Unies, la Suisse occupe la neuvième place. La France, vingtième. Les Suisses sont parmi les citoyens les plus heureux au monde et occupent la troisième place. La France, vingtième. La Suisse a été élue pays où

naître en 2013. La France, vingt-sixième. C'est bien joli d'être heureux, et pour l'économie ? Au classement des pays les plus innovateurs et les plus compétitifs, la Suisse est doublement première. La France, respectivement vingtième et vingt-troisième. Enfin, la Suisse jouit d'un PIB par habitant de 80'400 \$ contre 43'000 \$ pour nos voisins de l'hexagone.

En somme, j'ai du mal à percevoir la nécessité de „prendre exemple sur la France“. Peut-être que Monsieur Sarkozy a accompli de grandes prouesses ? Je suis alors parti en quête des chiffres qui rendent les présidents français toujours aussi impopulaires, à savoir les taux de chômage. Alors que la Suisse se contentait d'un taux de chômage à 3% au mois de mai de cette année, la France patageait dans les 10,4%. Monsieur Sarkozy ne semble dès lors pas être „le dirigeant du XXIe siècle“ puisque les chiffres ont grimpé de 2,4%. Pourtant, on ne récolte que ce que l'on sème, pas vrai ? La France ne pourra jamais se relever de la crise en conservant son statut de pays où l'on travaille le moins. En 2013, la durée de travail en France était de 39,2 heures hebdomadaires équivalant à 1'661 heures sur l'année. Cela représente 120 heures de moins qu'en Italie, 186 de moins qu'en Allemagne, 239 de moins qu'au Royaume-Uni et même 438 de moins qu'en Roumanie, pays en tête du classement. Et ça n'ira pas en s'améliorant pour nos voisins, car la durée du temps de travail a diminué de 14,8% en quinze ans.

Mais qu'ont donc les français de si exceptionnel ? Serait-ce leur système politique avec, à la tête de l'Etat, un roi... Euh, un président ? Monsieur Sarkozy a prétendu qu'il était impossible pour un pays comme la Suisse de fonctionner avec un président qui change chaque année. Je renvoie donc la question à Monsieur l'ex-président de la République : comment est-il possible de gouverner un pays où ses présidents sont si impopulaires ? Le dernier en tête n'a pas été surnommé „Flambi“ en vain. Seuls 18% des français lui sont encore favorables. Difficile dès lors de revendiquer quelconque crédibilité. Les dernières élections européennes sont davantage les effets d'un ras-le-bol et d'un désapprobement des institutions politiques du pays que d'un changement soudain d'idéologie. La France, mais aussi l'Europe, ont encore du chemin devant eux avant de regagner la confiance de leurs électeurs et citoyens. Comme l'a si bien dit Adolf Ogi : „la Confédération reste pour beaucoup un exemple de ce que l'Union européenne essaie en vain de recréer.“

En conclusion, la Suisse n'a à recevoir de leçon de personne et encore moins d'un moralisateur qui se retrouve mis en examen pour corruption quelques semaines plus tard. La Suisse n'a pas non plus à se faire remettre à l'ordre par des politiciens d'une nation qui a faux sur tous les points, que ce soit politique, économique ou social. Je me permettrais dès lors de donner quelques conseils à nos amis de l'hexagone. Les ingrédients de la recette du succès sont pourtant simples. La France doit, dans un premier temps, simplifier sa bureaucratie étatique, car les entreprises ne peuvent se développer avec un code du travail de 1600 pages. La France doit apprendre le dialogue social, écouter chaque partie et privilégier la Paix du travail que nous connaissons depuis bientôt un siècle alors que nos voisins s'enlisent dans un siècle de grèves inutiles. Enfin, le système politique doit être revu et réfléchi. Seules une transparence, une consultation régulière des électeurs et une „démocratisation de la démocratie“ donnent une légitimité aux institutions. Toutes les parties doivent tirer leçon de cet épisode. La France doit faire preuve de modestie et entreprendre des changements radicaux. Quant à la Suisse, bon nombre de ses politiciens devraient prendre exemple sur la bravoure de Monsieur Ogi, surtout lors des négociations d'accords. Comme l'a si bien dit l'homme au sapin de Kandersteg : « La Suisse ne doit jamais se laisser marcher sur les pieds. Nous devons discuter d'égal à égal avec tout le monde ».

AIMAFOI 10/06/2014 - 00h10

Ces suisses, imbus de leur personnalité, devraient davantage écouter les conseils de monsieur sarkozy, qui a oeuvre pour le bien de la france et des français !

HENRI IV 09/06/2014 - 23h44

Les petits suisses n'aiment pas recevoir de leçon de la grande nation france, représenté par sarkozy l'un des plus grands dirigeants de ce xxie siècle !

GOUDA 09/06/2014 - 23h42

Les suisses devraient davantage écouter monsieur sarkozy, peu d'hommes sont aussi instruits et érudits que lui !...il est vrai qu'un chef d'etat qui change tous les 12 mois c'est très bizarre, ce sont les campagnes électorales toute l'année alors !!!

Quelques réactions de français suite aux propos de Nicolas Sarkozy, reflétant un certain chauvinisme...

source : Twitter



Il faut protéger notre sphère privée !



Par Valentin Christe
Vice-Président Jeunes UDC Vaud
Rédacteur en Chef - Adjoint de „L'IDEE“

Le 7 mai dernier, la Suisse annonçait par la voix du Conseiller fédéral Schneider-Amann qu'elle s'engageait à mettre en oeuvre les standards de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) en matière d'échange automatique

d'informations fiscales. Ce faisant, notre pays renonçait de facto au secret bancaire tel que nous l'avons connu jusqu'à présent. Il est regrettable que le Conseil fédéral, au cours des dix dernières années, n'ait pas été capable de défendre le secret bancaire, ni même, au minimum, d'obtenir des contreparties en échange de son abandon par la Suisse. Tout le monde se souvient du Conseiller fédéral Merz qui déclarait, en 2008, que le secret bancaire n'était „pas négociable“...

Alors que la Suisse, sous la pression internationale, renonce au secret bancaire pour les étrangers, des voix se font entendre dans notre pays pour que cette pratique soit supprimée aussi pour les Suisses. Ainsi, un groupe d'experts mandaté par la Conseillère fédérale Widmer-Schlumpf propose une „adaptation“ du droit suisse, ceci au nom de l'égalité de traitement entre les autorités fiscales des cantons et les pays étrangers. Ce groupe d'experts propose notamment que les clients suisses des banques helvétiques puissent, de manière volontaire, autoriser leur banque à pratiquer l'échange automatique d'informations avec les autorités fiscales de notre pays. Il y a hélas fort à parier que celles et ceux qui ne feront pas usage de cette „possibilité“ verront rapidement planer sur eux les soupçons, selon le célèbre adage „vous n'avez rien à craindre si vous n'avez rien à cacher“. Ironie de l'histoire, cette phrase fut prononcée par Joseph Goebbels, Ministre de la Propagande du IIIe Reich...

Parmi les soutiens à cette démarche d'abolition du secret bancaire pour les Suisses, on retrouve sans surprise le PBD, prêt à avaler n'importe quelle couleuvre pour tenter d'exister médiatiquement, ainsi que pour soutenir sa Conseillère fédérale, à une année à peine des élections. M. Juillard, ministre PDC jurassien des Finances, est également favorable à cette idée. Enfin, le PS n'est pas en reste : il a récemment sorti de son chapeau le chiffre de 18 milliards de francs qui, selon lui, échapperaient chaque année au fisc

suisse en raison du secret bancaire. Nul doute que les socialistes salivent déjà à l'idée de dépenser tout cet argent supplémentaire.

Il y a cependant quelque chose d'assez dérangeant à écouter autant de politiciens d'importance faire étalage de leurs intentions d'aller fouiner dans la vie privée de la population, et de permettre à l'administration d'aller éplucher les comptes des citoyens sans même devoir obtenir l'aval d'un juge. Il est plus désagréable encore de constater qu'une part toujours croissante de la classe politique suisse considère dorénavant le citoyen lambda non plus comme un individu digne de confiance, mais comme un délinquant en puissance. Cette méfiance à l'égard de la population se traduit aujourd'hui par la volonté d'accéder librement aux comptes bancaires de tout un chacun, mais pourra tout autant se manifester demain par la surveillance généralisée de la population, comme les révisions en cours de la Loi sur le renseignement et de celle sur la surveillance des postes et télécommunications le font craindre. Le moment venu, il s'agira de combattre ces dérives inquiétantes. Il ne s'agit absolument pas de protéger les fraudeurs, qui doivent être punis ; il s'agit de faire respecter l'état de droit, le principe de proportionnalité, et fondamentalement le lien de confiance réciproque qui existe entre l'État et les citoyens. Cela commence, dès aujourd'hui, par signer l'initiative populaire „Oui à la protection de la sphère privée“, qui demande d'inscrire dans la Constitution fédérale le droit au secret bancaire.



LA REDACTION



EDITEURS :

- Union Démocratique du Centre
Jeunes UDC Suisse

REDACTEUR EN CHEF :

- Niels Rosselet-Christ (NE)
nfrc@hotmail.ch

REDACTEURS EN CHEF ADJOINTS :

- Valentin Christe (VD)

REDACTEURS (-TRICES) PERMANENT(E)S :

- Yohan Ziehli (VD)
- Samuel Jäggi (GE)
- Jérémie Lobsiger (JU)
- Anthony Marchand (FR)

MENTIONS LÉGALES

**Directeur de la publication/
Rédacteur en chef:** Thomas Fuchs,
a/Conseiller national et Conseiller
cantonal, Berne-Niederbottigen
tf@thomas-fuchs.ch

Éditeur: Association de soutien
SVP/JSVP

Rédaction DIE IDEE, Boîte postale
6803, 3001 Berne

Collaborateurs permanents: Lu-
kas Reimann, Conseiller national,
Wil (SG), Erich J. Hess, Conseiller
cantonal, Berne, Jürg M. Stauffer,
Ittigen (BE)

Téléphone: 079 302 10 09

Fax: 031 398 42 02

Site internet: www.zeitungidee.ch

Courriel: idee@jsvp.ch

PC-Konto:

Junge SVP Suisse 65-269996-5

COMMENTAIRES ET ANNONCES

Des espaces publicitaires sont disponibles. Nos prix sont à disposition sur demande.

Les membres des Jeunes UDC et sympathisants de toute la Romandie sont libres de poster un article, une lettre ouverte ou un commentaire dans „L'Idée“. Prière de vous adresser au rédacteur en chef pour plus d'informations.

Sauf en cas de dérapage flagrant, nous n'exerçons aucune censure ; les commentaires et lettres ouvertes ne doivent pas nécessairement être en accord avec la ligne de rédaction. Les débats contradictoires nourrissent la réflexion.

CONTACTS

idee@jsvp.ch
+41 (0)78 847 23 90
CCP Jeunes UDC Suisse
65-269996-5
www.jsvp.ch





La Suisse doit rester neutre !



Par **Samuel Jäggi**
Vice-président Jeunes UDC Genève

L'Ukraine est en guerre. La naïveté des partis de gauche est compromise, leur promesse d'une paix durable en Europe est aujourd'hui ridiculisée. Il faut se rendre à l'évidence : il ne s'agit plus de simples confrontations entre

séparatistes et gouvernement, mais bien d'armées organisées des deux cotés du conflit.

L'axe Bruxelles-Washington se trouve en position difficile. Croyant pouvoir s'en sortir avec une politique extérieure amatrice, ils ont buté sur l'ours russe, un adversaire plus déterminé et plus sournois qu'eux. Oubliant le fait que l'Europe et la Fédération de Russie sont interdépendantes en matière énergétique, l'UE lance les premières sanctions économiques en partenariat avec son grand frère états-unien. Et le bras de fer continue : la liste des sanctions ne cesse de s'allonger.

Tout le monde le sait, tôt où tard la Suisse devra prendre position de manière concise sur la situation. Bruxelles, déjà fâchée avec la Suisse suite à la votation populaire « contre l'immigration de masse », s'attendra sûrement à voir la Suisse suivre sans résistance les sanctions édictées par l'UE. Toutefois, nous avons tout intérêt à rester neutres dans ce conflit : pourquoi devrions nous sacrifier les bonnes relations que nous entretenons avec Moscou afin de valider une politique expansionniste européenne ? La Confédération Helvétique est connu pour être un pays de paix, une plateforme où les grandes puissances de ce monde peuvent se rencontrer et résoudre leurs conflits. Ce lieu de médiation a une longue

histoire, de la Croix Rouge aux Nations Unies, il fait la fierté de nombreux Suisses.

Mais l'héritage diplomatique n'est pas la seule raison de rester neutre. La Suisse est aussi une autre plateforme, celle d'une économie florissante, une place d'investissement, d'échange, de commerce. Les entreprises russes investissent de manière considérable en Suisse, tout particulièrement lorsqu'il s'agit d'énergie.

Participer à cette guerre économique n'amènera rien de bon et met en péril notre neutralité. Utilisons plutôt nos atouts de manière intelligente, oeuvrons pour le dialogue et pour la paix.



Le président de Russie Vladimir Poutine, au coeur de la tourmente entre son pays et l'Ukraine.

Source : Wikipedia



La politique t'intéresse ? Tu souhaites t'investir pour ton pays, La Suisse ? Engage-toi dès maintenant !

- Je souhaite devenir membre des Jeunes UDC
- Je souhaite m'abonner au journal « L'IDEE » en français (abonnement CH : CHF 35.–)
- Je souhaite m'abonner au journal « L'IDEE » en allemand CHF 35.–

NOM _____ PRENOM _____

ADRESSE _____

NPA _____ LOCALITE _____ CANTON _____

DATE DE NAISSANCE _____ TEL. _____

EMAIL _____ SIGNATURE _____

A remplir et renvoyer à : JEUNES UDC SUISSE, CASE POSTALE 6803, CH-3001 BERNE

